

## COVID-19, vaccins, certification sanitaire et politique prolétarienne

- 1) La situation de la classe ouvrière mondiale n'a fait qu'empirer depuis le déclenchement de la pandémie de la Covid-19. Les exécutifs des pays avancés ont mis en place des politiques d'urgence visant, dans un premier temps, à éviter l'effilochement non contrôlé du rapport social capitaliste, la dislocation de la société civile et, surtout, une trop longue paralysie du procès social de production. Les premiers plans mis en œuvre ont fait de l'État le garant ultime du système capitaliste. Par ses actions coordonnées, il a assuré la solvabilité des entreprises, la congélation du marché du travail par la prise en charge directe d'une portion importante des salaires et enfin la soutenabilité de sa propre dette par l'activation, sans précédent en temps de paix, de la garantie fournie par les banques centrales respectives. En s'appuyant sur la disponibilité croissante de vaccins dans les pays capitalistes centraux qui rend effective la possibilité d'atteindre à plus ou moins court terme une immunité collective suffisante, depuis l'été 2020, les États capitalistes du premier cercle ont progressivement organisé la sortie de cette phase tampon et démarré non sans heurts une restructuration majeure des formations économiques et sociales qu'ils représentent. Le « *la santé d'abord* » de la première période a cédé ainsi la place au « *l'économie d'abord* » de la phase actuelle, y compris au prix d'un supplément significatif de contaminations et de décès. Le processus de restructuration s'étalera sur plusieurs années et vise la relance de l'accumulation élargie du capital soutenue par la dette publique, elle-même « couverte » par les achats massifs de ses titres par les banques centrales correspondantes. Le prolétariat des centres pulsants du capitalisme mondial est silencieux et ses rares luttes défensives affichent une grande faiblesse. À côté de cela, les agitations et rébellions interclassistes placées sous le signe de la réaction et de revendication politique de la démocra-

tie plébiscitaire fleurissent de manière comparable à celles des Gilets jaunes<sup>1</sup>.

- 2) Dans les pays du deuxième et du troisième cercle du mode de production capitaliste, les dits émergents et, avant tout, les pays les plus pauvres de l'extrême périphérie, ces réponses n'ont guère été adoptées par manque de moyens. Seules les institutions internationales de l'ordre capitaliste mondial (essentiellement le FMI et la Banque mondiale) gardent tout juste à flot une partie non négligeable d'entre eux au moyen de prêts à fonds perdus délivrés au compte-gouttes. Dans plusieurs de ces pays, la pandémie laisse des traces profondes et génère une instabilité sociale et politique croissante et durable. Instabilité sociale et politique qui dans certains pays de cette catégorie ont précédé le déclenchement de la crise sanitaire et a été alimentée par cette dernière. Les exemples sont nombreux, de la Colombie au Liban, de l'Algérie à l'Iran, de la Tunisie à Cuba, de la Thaïlande au Liban et à la Birmanie pour n'en citer qu'une poignée. Ces mouvements certes politiquement confus sont l'expression visible de la polarisation accélérée des classes dans un contexte où le prolétariat n'assure pas son hégémonie sur elles, car lui-même est sur la défensive et, par conséquent, ne parvient pas à inscrire le combat pour ses propres intérêts dans le cadre de la lutte politique de classe. Ils soulèvent la révolte contre l'aggravation des conditions de vie et de travail des plus pauvres avec celle contre les politiques de leurs États face au déferlement de la pandémie.

- 3) Dans ce contexte si brièvement synthétisé, s'insère le débat sur la vaccination et sur les méthodes de surveillance sanitaire que les États mettent en œuvre. Alors que dans les pays à la périphérie du mode de production

---

<sup>1</sup> Voir : « GILETS JAUNES : Premières tentatives à chaud de formation du peuple pour un État encore plus fort et contre le prolétariat » in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1812FR%20vF.pdf>

capitaliste, la revendication d'un accès large aux vaccins fraie sa route, comme en Tunisie et à Cuba, dans les pays les plus forts du capitalisme des secteurs de population aux intérêts et aux origines de classe disparates affichent collectivement le refus de la vaccination et/ou des certifications sanitaires de vaccination. Les arguments avancés pour rejeter la vaccination ont un trait commun : la mise en discussion non pas de l'utilisation capitaliste de la science mais de la science elle-même. La méthode expérimentale, la recherche asymptotique d'une analyse vérifiable du réel, l'intégration maîtrisée des risques associés à cette recherche, sont rejetées en bloc. Tantôt on prétend que les vaccins sont encore dans une phase expérimentale (mais lesquels ne le sont pas ?), tantôt on crie à la grande manipulation génétique opérée par les « Big Pharma », tantôt on décrète tout simplement que le virus est un « rhume » de forte intensité. Contre ces considérations, il suffit de rappeler que depuis que la vaccination dans les pays capitalistes les plus développées a connu son essor, la quasi-totalité des hospitalisations pour Covid-19 ne concerne que les non vaccinés. L'absence de toute analyse matérialiste critique de la pandémie et de ses reflets sur l'accumulation n'aide certes pas à comprendre que le capitalisme a besoin jusqu'à un certain point (celui défini par les besoins propres à l'accumulation) d'une force de travail nombreuse, active et dotée d'une santé suffisante pour que les rapports sociaux actuels se perpétuent.

- 4) Différent est en partie (et seulement en partie) le raisonnement sur les certifications sanitaires et leurs usages par l'État et le capital. En mars 2020, nous écrivions : « *Désormais, la gestion de la société civile est de plus en plus fondée sur l'état d'exception, l'utilisation de toutes sortes de chocs (financiers, géopolitiques, sanitaires, démographiques, etc.) pour renforcer l'emprise et la « verticalisation » de l'État. Il s'agit donc d'une gestion politique par excellence, propédeutique à une militarisation générale fondée sur la crainte et la demande obsédante de protection émanant de sociétés civiles de moins en moins conflictuelles* »<sup>2</sup>. Et aussi : « *les ouvriers, les prolétaires, sont livrés à la propagande éta-*

<sup>2</sup> Voir : « *Pandémie, États-nations et capital* » in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2003FRvF.pdf>.

*tiste et nationaliste de l'État fort, protecteur et interclassiste. La pérennisation des dispositifs de contrôle et de militarisation du territoire et du travail hérités du 11 septembre puis des attentats islamistes n'est plus en question. Au contraire, l'arsenal de dispositifs sécuritaires va s'accroître avec des contrôles de police étendus, l'interdiction des rassemblements (justifiée jusqu'ici par manque d'antidotes mais jusqu'à quand sera-t-elle en vigueur ?), la diffusion de caméras en ville et la militarisation des services de soin et plus généralement des services dits publics* »<sup>3</sup>. Il est donc évident que même la certification sanitaire est utilisée comme élément disciplinant. La menace de licenciement ou de non-rétribution des salariés non vaccinés est bien réelle et sert aux patrons et à l'État-patron pour renforcer le commandement sur la force de travail. En revanche, il ne faut pas oublier que travailler sur la chaîne ou dans un « open space » à côté d'un camarade qui ne veut pas se vacciner accroît le danger y compris pour ceux qui sont vaccinés de devenir à leur tour et à leur corps défendant des diffuseurs de virus. La prise en compte de la volonté de la plupart des salariés de se protéger avec le seul instrument qui s'est révélé efficace contre la pandémie est tout aussi importante pour les partisans de la cause ouvrière.

- 5) Quant à la supposée « dictature sanitaire » qui découlerait de la certification vaccinale, c'est tout simplement un argument qui sert à prolonger la pandémie qui frappe en premier les plus pauvres<sup>4</sup>. Les tenants de la thèse de la « dictature sanitaire » en raison de l'obligation redoutée de l'exhibition de la certification vaccinale dans les lieux fermés, dans les transports et dans les entreprises oublient que la certification vaccinale est bien moins « intrusive » que le port contraint de papiers d'identité, de la carte de Sécurité sociale ou tout autre titre qui disent beaucoup plus de nous qu'un QR code associé à un nom. Sans parler du contrôle social en profondeur exercé par le monde des réseaux

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> D'après le rapport 2021 du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies, quelque 118 millions de personnes supplémentaires, relativement à 2019, pourraient avoir été confrontées à la famine, en 2020, en raison des conséquences économiques de la pandémie, pour un total estimé entre 768 et 811 millions d'êtres humains. ([https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000130141/download/?\\_ga=2.110152965.164159811.1628341041-1018212117.1628341041](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000130141/download/?_ga=2.110152965.164159811.1628341041-1018212117.1628341041))

sociaux et de l'Internet, par la diffusion des caméras dans les villes, par les téléphones portables jusqu'aux nouveaux titres de transport traçables, les cartes de crédit, etc. Une politique prolétarienne sur les modalités de contrôle de la certification sanitaire doit la dissocier du contrôle d'identité, véritable outil majeur de commandement social par l'État qui étrangement ne suscite pas la moindre protestation. Dans le même ordre d'idées, soutenir les combats pour l'accès à la vaccination la plus large (sans-papiers et migrants avant tout), internationale (seulement 2 % de la population des pays les plus pauvres a eu accès au vaccin<sup>5</sup>) et rapide et la mise en sécurité sanitaire des lieux de travail, leur mise en conformité aux critères les plus stricts de préservation de la santé des travailleurs, des moyens de transport collectifs, des lieux de rassemblement etc. est un devoir pour les communistes<sup>6</sup>.

- 6) L'association du refus de la certification vaccinale et de la défense de la « liberté » est enfin une erreur conceptuelle capitale qui pousse ceux qui la défendent dans les bras de l'extrême-droite. Sans oublier qu'en pratique ceci signifie revendiquer le droit à contaminer autrui. La « guéguerre » entre pauvres vaccinés et non vaccinés est devenue un facteur ultérieur de division au sein de la classe dont profitent les classes dominantes. Une division qui a cependant un fondement bien réel. Comme l'explique Karl

<sup>5</sup> « La vaccination se déroule selon les lignes nationales. Alors que plus de 50 % de la population dans de nombreux pays avancés a été vaccinée, le taux de vaccination dans le reste du monde est à la traîne et une couverture substantielle n'est attendue que dans quelques mois ». L'étude établit qu'« une distribution de vaccins aux individus à risque dans chaque pays après qu'une part substantielle de la population dans les pays excédentaires ait été vaccinée » pourrait « sauver de 400 à 800 000 vies entre juin et décembre 2021, grâce au partage précoce des excédents de vaccins entre les pays ». Mehdi Benatiya Andaloussi et Antonio Spilimbergo, *How many lives could be saved through the early sharing of vaccines globally?* juillet 2021 in [https://cepr.org/active/publications/discussion\\_papers/dp.php?dpno=16372](https://cepr.org/active/publications/discussion_papers/dp.php?dpno=16372)

<sup>6</sup> Nous suggérons, à ce propos, la lecture d'un court texte en italien et anglais de Donatella Di Cesare, professeure de philosophie à l'Université de Rome qui répond aux thèses complotistes de ses pairs italiens Massimo Cacciari (proche du Parti démocrate) et Giorgio Agamben (idéologue de référence de certains secteurs de l'ultra-gauche). Voir : [https://espresso.repubblica.it/opinioni/2021/07/27/news/di\\_cesare\\_risponde\\_a\\_cacciari\\_e\\_agamben\\_sul\\_green\\_pass-311928702/](https://espresso.repubblica.it/opinioni/2021/07/27/news/di_cesare_risponde_a_cacciari_e_agamben_sul_green_pass-311928702/) ou <https://medium.com/contrahistorical/dear-agamben-dear-cacciari-fadc2e512f09>

Marx dans son texte *Sur la question juive*, écrit en 1843, « *L'État est l'intermédiaire entre l'homme et la liberté de l'homme* » sous le capitalisme. Et l'être humain n'existe pour le capital et ses défenseurs que comme citoyen isolé dont les « droits » sont médiatisés par l'État. Ce dernier définit la liberté comme essentiellement individuelle et dont les contours sont tracés par celle des autres citoyens isolés. « *La liberté est donc le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans nuire à autrui sont marquées par la loi, de même que la limite de deux champs est déterminée par un piquet. Il s'agit de la liberté de l'homme considéré comme monade isolée, repliée sur elle-même* » (*ibidem*). C'est la base même de la méfiance et de l'opposition potentielle de l'être humain envers son prochain. « *Le droit de l'homme, la liberté, ne repose pas sur les relations de l'homme avec l'homme mais plutôt sur la séparation de l'homme d'avec l'homme. C'est le droit de cette séparation, le droit de l'individu limité à lui-même* » (*idem*). La vision du communisme moderne est toute autre : « *Nous ne sommes pas des communistes qui veulent anéantir la liberté personnelle et faire du monde une grande caserne ou un grand atelier. Il existe en vérité des communistes qui en prennent à leur aise et qui nient et veulent supprimer la liberté personnelle qui, à leur avis, barre la route à l'harmonie ; mais nous, nous n'avons pas envie d'acheter l'égalité au prix de la liberté. Nous sommes convaincus, et nous essaierons de le prouver dans nos numéros suivants, que dans aucune société la liberté personnelle ne peut être plus grande que dans celle qui se fonde sur la communauté* »<sup>8</sup>. Karl Schapper<sup>9</sup>, *Kommunistische Zeitschrift* n°1<sup>10</sup>, septembre 1847.

<sup>7</sup> In : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430001c.htm>

<sup>8</sup> Ici, la signification du concept de communauté ne doit pas être confondue avec celle des représentants des classes dominantes pour lesquels la communauté est synonyme de société du capital où exploités et exploités cohabitent pour le bien de la valorisation. En 1847, la perspective d'une révolution en permanence dirigée par le prolétariat aboutissant à la « *république rouge* » par le dépassement de la révolution démocratique était bien réelle. Les communistes de l'époque travaillaient pour cela. Leur référence à la communauté s'inscrit pleinement dans ce cadre.

<sup>9</sup> Karl Schapper (Weinbach, 1812- Londres, 1870) était membre de la Ligue des Communistes. Il fit partie lors de la scission de la Ligue, de la tendance de Willich, chef de la fraction opposée à Marx-Engels, mais il renoua avec eux en 1856. En 1865, Schapper sera membre du conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs (1<sup>er</sup> Internationale).

<sup>10</sup> Karl Marx *Œuvres Tome IV, Politique* 1 Pléiade p 993.

- 7) L'ennemi de classe cite sans cesse la nécessité de s'appuyer sur la communauté pour pousser certaines populations à se vacciner. Mais la communauté dont les classes dominantes parlent est la leur, pas celle de l'individu social qui s'affranchit de la soumission à la marchandise, à l'argent et à l'État. La communauté dont se revendiquent les communistes en revanche est celle de « *l'individualité fondée sur le développement universel des individus et la subordination de leur productivité collective, sociale, en tant que celle-ci est leur pouvoir social* » Karl Marx *Grundrisse* 1<sup>11</sup>. La communauté délivrée de toute dépendance de l'individu isolé d'autres individus encadre alors l'essor d'une nouvelle individualité qui tourne décidément le dos au citoyen isolé et à ses « libertés » exclusives, discriminantes. « *Le développement supérieur de l'individualité ne s'obtient qu'au prix d'un processus historique où les individus sont sacrifiés* ». Karl Marx *Théories de la plus-value*, 1862-1863<sup>12</sup>. Et encore : « *L'émancipation politique est la réduction de l'homme, d'une part, au membre de la société bourgeoise, à l'individu égoïste et indépendant, d'autre part, au citoyen, à la personne morale. Ce n'est que lorsque l'homme individuel réel aura repris possession du citoyen abstrait, lorsqu'en tant qu'homme individuel dans sa vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, il sera devenu un être générique, ce n'est que lorsque l'homme aura reconnu ses 'forces propres' comme forces sociales et les aura organisées comme telles, et que par conséquent, il ne séparera plus de lui la force sociale sous l'aspect du pouvoir politique — c'est alors seulement que sera réalisée l'émancipation humaine* ». Karl Marx *Sur la question juive*, 1843<sup>13</sup>.
- 8) Ainsi, intervenir dans la dispute toute interne à la société du capital entre la liberté des vaccinés et celle des non-vaccinés sort complètement du terrain de classe sur lequel campent invariablement les communistes. Si la classe ouvrière était en mesure d'exprimer son autonomie politique, elle ferait sienne la tâche de protéger ses membres de la pandémie en rejetant le contrôle étatique, en adoptant et en appliquant d'elle-même toutes les mesures qui s'imposent. Exactement comme elle a su le faire en d'autres

circonstances et époques pour défendre une vie collective décente dans les quartiers populaires en chassant les dealers vendeurs de mort, les marchands de sommeil et différentes figures de commandement déployées par l'État. Mais tel n'est pas le cas aujourd'hui. C'est pourquoi il faut sans relâche critiquer les « raisons » des « antivax » et des « rebelles » à la certification vaccinale quand cette rébellion se transforme en un « droit » inné du « sujet sans limites », de l'individu isolé qui n'a cure de la santé de ses semblables. Le « sujet sans limites » qui par ailleurs est toujours prêt à se soumettre d'autant plus au premier « homme fort » qui passe, à se lancer tête baissée dans la revendication d'une démocratie plébiscitaire, étape forcée vers toutes sortes de régimes autoritaires et fascistes. La peur qui est aussi le meilleur ami de la réaction, des complottistes en tout genre et des involutions autoritaires. Une peur, celle des effets des vaccins, qui tenaille aussi certains prolétaires, conséquence directe du repli prolongé des luttes de classes et de la perte de confiance en l'initiative autonome collective – et, par conséquent, l'incapacité d'imposer une politique sanitaire de la classe ouvrière séparée de celle de l'État. Les récentes fortunes des manifestations « antivax » et anti-certification vaccinale se fondent sur la peur panique, un sentiment qui est l'exact opposé de celui qui anime le prolétariat révolutionnaire : l'espoir raisonné en un avenir différent, meilleur. Ces manifestations au nom de la « liberté » sont totalement indifférentes à la « question sociale » et trouvent dans la petite bourgeoisie traditionnelle (restaurateurs, cafetiers, petits patrons et artisans, auto-entrepreneurs) les bataillons les plus aguerris, mais aussi, malheureusement, dans certains secteurs du prolétariat y compris ceux de la santé. Une petite bourgeoisie menacée par le développement du capital qui n'hésite pas à exercer la pire oppression sur les prolétaires qu'elle emploie. Au même titre que les manifestations des Gilets jaunes et assimilés, ces actions doivent être traitées pour ce qu'elles sont : l'avant-garde du proto-fascisme, les tentatives de constitution d'un bloc social réactionnaire prêt à affronter le prolétariat quand celui-ci prendra le chemin de la révolution sociale.

Bruxelles, Paris, Prague, 15 août 2021

<sup>11</sup> Karl Marx *Manuscrits de 1857-1858, dits « Grundrisse »* Editions Sociales Pp 93-94

<sup>12</sup> Karl Marx *Théories de la plus-value*, Tome 1 in *Sociologie critique* Petite Bibliothèque Payot n°662 p 314.

<sup>13</sup> Karl Marx *Sur la question juive* in *Sociologie critique* Petite Bibliothèque Payot n°662 Pp 368-369.